

social

Michelin : un défilé contre le plan de restructuration

Un millier de salariés ont manifesté hier leur colère devant le siège clermontois, à l'occasion d'un comité central d'entreprise qui a désigné un expert.

Une semaine après l'annonce du plan de restructuration et la suppression de 1 093 emplois d'ici 2011, les Michelin ont concentré leur colère devant le siège du groupe, sur le site des Carmes à Clermont-Ferrand. Parmi eux, on recensait près de 500 salariés de l'usine de Montceau-les-Mines, la plus touchée par ce plan avec 477 postes supprimés ainsi qu'une délégation de Joué-lès-Tours.

Négociations difficiles

Au même moment, s'est tenu un comité central d'entreprise pendant lequel la direction a présenté quatre dossiers : la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, le projet de spécialisation du site de Joué-lès-Tours dans la fabrication du pneu poids lourd, de celui du site de Montceau et



Les salariés de Montceau-les-Mines, de Clermont-Ferrand et de Joué-lès-Tours manifestaient la même colère.

(Afp).

du plan de volontariat.

Mais la réunion a tourné très vite à un dialogue de sourds. Les syndicats ont en effet contesté le bien-fondé du plan de restructuration. « Devant le manque de justification économique de ces mesures et l'absence d'alternatives, le comité central d'entreprise a désigné un cabinet d'experts pour éval-

uer les salariés » a déclaré un élu CGT. Un autre délégué CPEP précisait que les divergences avec la direction étaient apparues dès le premier point prévu à l'ordre du jour, celui de la gestion prévisionnelle des emplois (estimation du nombre de postes nécessaires à l'entreprise pour assurer ses activités). « On ne

parle plus de 1 093 suppressions de postes mais d'une fourchette haute de 3 585 à fin 2011 » ont relevé les représentants des salariés.

Au-delà de cette bataille de chiffres, les futures négociations qui doivent commencer dans les prochains jours s'annoncent difficiles et le calendrier bien fleu, entre les comités d'entreprise, site par site, et la réunion plénière prévue lundi et mardi prochain à Clermont-Ferrand.

Présent à la manifestation d'hier aux côtés d'une trentaine de salariés de l'usine de Joué-lès-Tours, Olivier Coustant (Sud) résumait la situation : « La demande d'expertise va durer vingt et un jours. La gestion prévisionnelle des emplois fera l'objet d'une information et d'une consultation. Ajoutons que nous saurons très bientôt quelles seront les mesures de chômage partiel pour juillet et août... ».

Bruno Pille